

N°2017-BCA-04

- Membres théoriques :  
5
- Membres en exercice :  
5
- Membres présents :  
4
- Votants :  
4

**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION  
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS  
DE LA SEINE-MARITIME**

---

**EXTRAIT DES DELIBERATIONS**

**RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION INTERDEPARTEMENTALE  
FIXANT LES MODALITES DE REMBOURSEMENT DES DEPENSES  
D'OPERATIONS DE SECOURS DES SDIS DE LA ZONE OUEST  
AU PROFIT DE L'UN OU PLUSIEURS D'ENTRE EUX**

Le 04 janvier 2017, le Bureau du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 19 décembre 2016, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 4 membres présents, le bureau peut valablement délibérer.

**ETAIENT PRESENTS**

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Monsieur Sébastien TASSERIE, 1<sup>er</sup> Vice-Président
- Madame Sophie ALLAIS, 2<sup>ème</sup> Vice-Présidente
- Monsieur Bastien CORITON, membre

**ETAIT ABSENT EXCUSE**

- Monsieur Gérard JOUAN, 3<sup>ème</sup> Vice-Président

*Délibération affichée le :*

*et retirée de l'affichage le :*

*Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :*



Le représentant de l'Etat au sein de chaque département décide du principe de l'intervention du Sdis de son territoire de compétence en dehors du département, en application de l'article R1424-47 du Code général des collectivités territoriales.

Or la convention interdépartementale fixant les modalités de remboursement des dépenses d'opérations de secours des Services départementaux d'incendie et de secours de la zone Ouest au profit de l'un ou plusieurs d'entre eux arrive à échéance le 1<sup>er</sup> janvier 2017.

A noter que cette convention, établie entre l'ensemble des Sdis de la zone ouest, s'inscrit en parallèle des conventions spécifiques entrant dans le cadre de l'entraide courante, telles que les conventions signées par le Sdis de la Seine-Maritime avec les Sdis de l'Eure, de l'Oise et de la Somme.

Pour mémoire ; les dépenses directement imputables aux opérations de secours faisant l'objet d'un remboursement par le(s) Sdis bénéficiaire(s) comprennent :

- les frais de personnels,
- les frais de déplacements routiers,
- l'alimentation et l'hébergement des personnels
- les frais de remplacement des agents extincteurs utilisés,
- les frais de réparation voire de remplacement de matériels dégradés ou détruits, déduction faite des indemnisations éventuelles versées par les assurances et des amortissements.

La seule modification par rapport à la précédente version entrée en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2004, concerne le renouvellement par tacite reconduction tous les 5 ans.

A ce titre, il convient d'approuver les termes de cette convention et d'autoriser le président à la signer ainsi que tout acte qui en serait la suite ou la conséquence.

\*

\* \*

*Après en avoir délibéré, les membres du Bureau du conseil d'administration adoptent, à l'unanimité, ce dossier et autorisent le président à signer la convention ainsi que tout acte qui en serait la suite ou la conséquence.*

Le président du conseil d'administration,

  
André GAUTIER





Les présidents des conseils d'administration des services départementaux d'incendie et de secours (CASDIS) de la zone de défense et de sécurité Ouest (Calvados – Cher – Côtes d'Armor – Eure – Eure-et-Loir – Finistère – Ille-et-Vilaine – Indre – Indre-et-Loire – Loir-et-Cher – Loire-Atlantique – Loiret – Maine-et-Loire – Manche – Mayenne – Morbihan – Orne – Sarthe – Seine-Maritime – Vendée)

- 1/7

[illegible]

[illegible]

déplacement routiers : conformément à l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté du 29 juin 2005 susvisé, les déplacements comprennent les frais de transport et d'hébergement :  
- les déplacements : conformément à l'annexe à la délibération susvisée ;  
- le paiement sur la base du montant des dépenses autorisées au a) de l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté du 29 juin 2005 susvisé ;  
- les indemnités de mission prévues à l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté du 29 juin 2005 modifié fixant les conditions et modalités de remboursement des déplacements temporaires ;  
- le remboursement des agents extingueurs utilisés ;  
- il est précisé que les modalités de remboursement sont indiquées à l'occasion de la mise en œuvre des règles de droit commun, et que le préfet territorialement compétent qui est responsable des dommages causés à son matériel.

Pour ce qui concerne :

- les frais de personnels : conformément à l'annexe à la circulaire interministérielle du 29 juin 2005 susvisée, étant entendu que :

- déplacement routiers : conformément à l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté du 29 juin 2005 susvisé, les déplacements comprennent les frais de transport et d'hébergement :  
- les déplacements : conformément à l'annexe à la délibération susvisée ;  
- le paiement sur la base du montant des dépenses autorisées au a) de l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté du 29 juin 2005 susvisé ;  
- les indemnités de mission prévues à l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté du 29 juin 2005 modifié fixant les conditions et modalités de remboursement des déplacements temporaires ;  
- le remboursement des agents extingueurs utilisés ;  
- il est précisé que les modalités de remboursement sont indiquées à l'occasion de la mise en œuvre des règles de droit commun, et que le préfet territorialement compétent qui est responsable des dommages causés à son matériel.

[illegible]



### Article 8 : Litiges

Tout contentieux né de l'application de la présente convention sera soumis au tribunal administratif territorialement compétent, à savoir celui du défendeur.

Fait à Caen, le  
Le président du conseil d'administration du  
service départemental d'incendie et de  
secours du Calvados

Fait à Bourges, le  
Le président du conseil d'administration  
du service départemental d'incendie et de  
secours du Cher

Fait à Saint-Brieuc, le  
Le président du conseil d'administration du  
service départemental d'incendie et de  
secours des Côtes-d'Armor

Fait à Paris, le  
Le président du conseil d'administration  
du service départemental d'incendie et de  
secours de l'Eure

Fait à Chartres, le  
Le président du conseil d'administration du  
service départemental d'incendie de  
secours d'Eure-et-Loir

Fait à Quimper, le  
Le président du conseil d'administration  
du service départemental d'incendie et de  
secours du Finistère

Fait à Rennes, le  
Le président du conseil d'administration du  
service départemental d'incendie et de  
secours d'Ille-et-Vilaine

Fait à Châteauroux, le  
Le président du conseil d'administration  
du service départemental d'incendie et de  
secours de l'Indre

[illegible]

Le président du conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours d'Indre-et-Loire

Le président du conseil d'administration  
du service départemental d'incendie et de  
secours de Loir-et-Cher

Le président du conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours de Loire-Atlantique

Le président du conseil d'administration  
du service départemental d'incendie et de  
secours du Loiret

Le président du conseil d'administration  
service départemental d'incendie de  
secours de Maine-et-Loire

Le président du conseil d'administration  
du service départemental d'incendie et de  
secours de la Manche

Le président du conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours de la Mayenne

Le président du conseil d'administration  
du service départemental d'incendie et de  
secours du Morbihan

Fait au Mans, le  
Le président du conseil d'administration  
du service départemental d'incendie et de  
secours de la Sarthe

Fait à La Roche-sur-Yon, le  
Le président du conseil d'administration  
du service départemental d'incendie et de  
secours de la Vendée

PROJET

